

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1984/43
22 février 1984

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarantième session
Point 15 de l'ordre du jour

LES DROITS DE L'HOMME ET LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Lettre datée du 20 février 1984, adressée au Président de la Commission des droits de l'homme à sa quarantième session, par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur l'étude des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique - Directives, principes et garanties pour la protection des personnes détenues pour maladie mentale ou souffrant de troubles mentaux

Par une lettre datée du 8 février 1984, M. Kurt Herndl, Sous-Secrétaire général chargé du Centre des droits de l'homme, m'a fait savoir qu'à la 2ème séance de sa quarantième session, le 7 février 1984, la Commission des droits de l'homme avait décidé que le rapport sur "Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique - directives, principes et garanties pour la protection des personnes détenues pour maladie mentale ou souffrant de troubles mentaux", contenu dans le document E/CN.4/Sub.2/1983/17 et Add.1, que j'ai établi en ma qualité de Rapporteur spécial de la Sous-Commission, devrait être présenté à la Commission sous couvert d'une lettre de moi.

J'ai donc l'honneur, par la présente lettre, de soumettre par votre entremise mon rapport à la Commission, conformément à sa décision susmentionnée. Comme je l'ai indiqué dans la préface du document, j'espère sincèrement que ce rapport sera un instrument utile pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes aigus, complexes et tragiques des personnes déclarées "malades mentaux" ou "atteintes de troubles mentaux", qui existent pour ainsi dire partout de nos jours, à la protection des libertés et droits fondamentaux de ces personnes et à l'abolition des abus commis dans le domaine de la psychiatrie; j'espère également qu'il conduira à l'adoption, par les Membres de l'Organisation des Nations Unies, de normes applicables au traitement et à la protection efficace des personnes déclarées "malades mentaux" ou "atteintes de troubles mentaux" et de toutes les personnes détenues pour "maladies mentales".

Qu'il me soit permis à cette occasion de rappeler que la Sous-Commission a adopté par consensus la résolution 1983/39 dans laquelle elle recommande à la Commission d'adopter à ce sujet le projet de résolution XVII de mon rapport. (Voir le rapport de la Sous-Commission, document E/CN.4/1984/3, p. 98 et 99 et p. 14 et 15.)

(Signé) Erica-Irene A. DAES
Rapporteur spécial